

Pôle de Renaissance Communiste en France

P.R.C.F. www.initiative-communiste.fr

Octobre - novembre 2021 - n° 11



ANTICORPS ...ROUGES

(bulletin de la **Commission Santé du PRCF**)

Pour de nouveaux "Jours Heureux"

Nos aînés du "Conseil National de la Résistance" ont réussi à bâtir, au sortir de la 2^{de} guerre mondiale, la caisse unique de la Sécurité Sociale. Grâce aux efforts acharnés du ministre-ouvrier du Travail de l'époque, Ambroise Croizat. Les communistes et les militants de la CGT ont été la véritable cheville ouvrière de cette conquête. Ce legs est battu en brèche depuis des décennies et se délite chaque jour un peu plus face aux offensives de plus en plus décomplexées de la classe dominante. La population française, aux prises avec l'épidémie depuis un an et demi, assiste sidérée à la mise à mort programmée de « sa sécu » et de son secteur public de soin.

L'hôpital, et notamment les services d'urgence, étaient déjà en grande difficulté à la veille de l'épidémie. Les grèves pour protester contre l'appauvrissement et la mise en coupe réglée du secteur public par les directives européennes (et donc macroniennes) étaient nombreuses et suivies. Les hôpitaux de proximité se débattaient face à leur fermeture annoncée...

Comment construire un monde nouveau dans ce « monde d'après » ?

Tandis qu'au plus fort de la menace, les soignants faisaient front en sacs poubelles, le Capital n'a cessé de mettre à profit la crise épidémique pour accélérer le mouvement de casse de la médecine générale et hospitalière.

Les jours de confiance en nos services de santé, d'égalité devant le soin, de prise en compte de nos maux, sont attendus par tous ceux qui ont vu leur horizon social, économique et professionnel se rétrécir comme jamais.

Il est désormais l'heure de tourner le dos à toutes les politiques antérieures de démission face aux exigences de l'Union Européenne, car nul ne peut ignorer dorénavant les ravages qu'ont entraînés ces décisions malfaisantes et dévastatrices de tous nos services publics. La souveraineté populaire comme la souveraineté nationale sont à rebâtir, car seules ces deux conditions nous permettront de refonder nos services publics.

L'été 2021 a pourtant connu un record de fermetures provisoires de services d'urgence et de SMUR, totales ou « limitées » aux nuits (Toul, Montaigne Sarlat, Nérac, Senlis, Maubeuge...), avec tous les risques pour les malades. Combien faudra-t-il de drames pour que, plutôt que des blablas politiques, il y ait une action positive d'embauche, de formations et de refondation sur des bases républicaines et sociales ?

Il faut en finir avec les nouvelles vagues de privatisation de l'Hôpital Public.

Mise en concurrence de services, structures privées au sein même des établissements publics, maisons de garde, « happytal », etc., entraînent de plus l'alignement des salaires vers le bas ! Il faut en finir avec les externalisations qui, des secteurs blanchisserie et nettoyage, gagnent les services fournitures et pharmacie. Quand on sait l'importance de la désinfection en milieu hospitalier, celle de la qualité de l'approvisionnement en médicaments comme de l'anticipation des équipements de protection...

En 2019 et 2020, le secteur hospitalier a dû verser 1 milliard d'euros d'intérêts aux banques : en janvier 2021, 58% des hôpitaux étaient classés « déficitaires ».

Exigeons l'annulation totale de la dette des hôpitaux publics qui est une fausse dette ! Qui décide des budgets alloués à l'hôpital (à travers l'ONDAM) ? les organismes de tutelle (loi Juppé) téléguidés par le ministère ! Sur quel budget l'hôpital public est-il financé ? Sur celui de la cotisation prise sur le travail !

Exigeons l'arrêt total de la fermeture d'établissements, de lits, de diminution du personnel, tout cela sous couvert de « modernisation » et aux ordres de la Commission Européenne (95 établissements de proximité fermés depuis 2013).

Exigeons la fin de cette mode du « tout ambulatoire » qui ne tient pas compte des inégalités entre départements et des problèmes particuliers des personnes les plus âgées, certaines devant terminer leur convalescence et soins post-opératoires en EPHAD ! Dans l'Essonne, Juvigny, Longjumeau et Orsay seront définitivement fermés en 2024, le nouveau Groupement Hospitalier de Territoire situé à SACLAY comptera 361 lits et 55 places ambulatoires au lieu de 973 lits, pour 780 000 habitants, sans compter que sa gestion sera privée.

Les luttes nécessaires à la défense et à la refondation de l'hôpital ne doivent pas être divisées par des fausses "reconnaisances".

Chaque secteur revendique à son tour des avancées particulières par rapport aux autres sans se soucier de l'état général du secteur hospitalier...

La profession d'infirmier par exemple n'a cessé d'évoluer depuis des années, la formation initiale semble "éclater" en divers métiers sans pour autant obtenir une reconnaissance diplômante, créant des revendications sectorielles mais aussi l'introduction de "nouvelles" catégories comme celle d'infirmiers de pratique avancée qui font une partie du travail dévolu autrefois aux médecins. Pour les aide-soignants, on peut observer la même évolution. Plus de tâches, plus de compétences, mais pas plus de rémunération !

Diviser pour mieux régner est le maître mot de la politique capitaliste qui prend ainsi la main sur l'ensemble du secteur de la santé.

L'ensemble des personnels hospitaliers a besoin de complément de formation pour s'adapter à l'hôpital d'aujourd'hui, d'équipes pluridisciplinaires, d'une gestion des équipes et des matériels qui ne soient pas constamment à « flux tendu ».

L'atomisation de la médecine en spécialités de plus en plus techniques et pointues doit être corrigée par un encadrement digne de ce nom, efficace, intelligent, qui garde un œil clinique et ne perd pas de vue le patient pour ne considérer que sa pathologie et sa rentabilisation. Tous les praticiens se plaignent de la parcellisation des tâches, de la perte de sens de leur métier, de la politique du rendement, de la gestion calamiteuse des forces vives, du mercenariat qui se substitue à l'embauche !

Beaucoup de patients se plaignent d'être traités comme des morceaux de viande, renvoyés chez eux à peine remis pour « libérer » des lits !

Arrêter la casse ne suffira pas pour fédérer les luttes.

Il y a urgence à former des professionnels de santé (médecins, spécialistes, généralistes, urgentistes ; infirmiers, aide-soignants, sages-femmes) dans tous les secteurs. Pour remplacer les départs en retraite, pour combler l'ensemble des postes à pourvoir, pour assurer une transmission des savoirs et des compétences acquises, pour offrir un horizon professionnel de qualité à tous ceux qui souhaitent s'engager dans cette voie.

Une véritable formation continue publique est à mettre en place correspondant aux besoins réels sur l'ensemble du territoire national : exit les organisations privées qui vivent sur le dos de la bête !

- Intégration de la prime Ségur dans les grilles de salaire ce qui revient à ajouter environ 49 points à chaque fonctionnaire.
- Intégration de la prime de service dans la grille des salaires
- Pas de salaire en dessous de 1800 € dans la fonction publique
- Harmonisation des grilles pour éviter les écarts de revenus entre les professionnels.
- Revalorisation des carrières en tenant compte des qualifications, de la pénibilité du travail, mais aussi des transferts de compétences (entre les ASH, AS, IDE, paramédicaux, médecins)
- Augmentation de la valeur du point pour rattraper le gel du point d'indice depuis 11 ans.
- Reconnaissance des effectifs minimum nécessaires par métiers et par services.

Nous faisons nôtre cet avis du professeur Gilbert Huault, pédiatre et réanimateur, décédé en 2013, précurseur mondial de la réanimation pédiatrique : « *Le **numerus clausus** pour l'accès aux professions de santé, les **restrictions hospitalières** ont été établis, consciemment ou non, pour limiter la demande induite de consommation de santé jugée excessive en regard de nos moyens et pour favoriser la privatisation. **Tout cela aboutit en réalité à augmenter les inégalités.*** » (Projet concernant le système de santé, février 2011)

Pour nous rejoindre, nous contacter, avoir des infos sur le PRCF, pour recevoir gratuitement pendant 3 mois notre journal « Initiative Communiste » et/ou le dernier n° de notre revue théorique trimestrielle « Etincelles » :

- un n° de téléphone :

06 81 13 81 04 (au besoin, laissez un message)

- une adresse électronique :

comm.sante.prcf@gmail.com

- un site internet : www.initiative-communiste.fr

Ne pas jeter sur la voie publique, svp...

GARANTIR l'accès aux
SOINS GRATUITS
et UNIVERSELS
aux CITOYENS
et aux TRAVAILLEURS

